



LE PRADET

26-ARR-DGS-010

Publié le 17/04/2026

ARRÊTÉ MUNICIPAL
PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE
A MONSIEUR JEAN MICHEL PEYRATOUT, 7ème ADJOINT

Le Maire de la Commune de LE PRADET,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-18,

VU la délibération n° 26-DM-DGS-013 en date du 27 mars 2026 portant élection du Maire,

VU la Délibération n°26-DCM-DGS-015 en date du 27 mars 2026 portant élection des Adjointes au Maire,

VU l'arrêté du Maire n°26-ARR-DGS-003bis en date du 1^{er} avril 2026 portant délégations de fonctions aux Adjointes au Maire et Conseillers Municipaux,

CONSIDERANT que le Maire qui est seul chargé de l'administration, peut toutefois, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du Conseil Municipal,

ARRETONS

ARTICLE 1 : Monsieur Jean Michel PEYRATOUT, 7ème Adjoint dans l'ordre du tableau, a délégation de fonction et de signature au sens des dispositions de l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales dans les domaines suivants, avec capacité de signer les bons de commande et d'engager les dépenses, à l'exclusion des frais d'études, dans ces mêmes domaines, dans la limite de 3 000 € (Trois mille euros) :

- Finances

ARTICLE 2 : Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

ARTICLE 3 : la directrice générale des services et le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

26-ARR-DGS-010

ARTICLE 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage, sera notifié à l'intéressée, inscrit au recueil des actes administratifs de la Commune et copie sera adressée à Monsieur le Préfet du Var.

Fait à Le Pradet, le 09 Avril 2026
Le Maire, Hervé STASSINOS

Notifié le : **09 Avril 2026**
Signature de l'intéressé

**CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE****LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois (Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr).

- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire.
Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.